

Violences à l'école: "il n'y a eu aucun laxisme", s'insurge Blanquer

Paris, 23 oct. 2018 (AFP) -

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer s'est insurgé mardi à l'Assemblée nationale contre toute forme de laxisme dans l'affaire du lycéen ayant braqué sa professeure, l'opposition l'accusant d'être le ministre des "grands discours".

Ce week-end, la vidéo d'un élève menaçant sa professeure avec une arme factice dans le lycée Édouard-Branly, à Créteil (Val-de-Marne), a suscité l'indignation jusqu'au sommet de l'État. Le lycéen a été mis en examen pour "violences aggravées" dimanche soir.

Lors de la séance de questions à l'Assemblée nationale, particulièrement agitée par cette affaire, la députée LR Valérie Beauvais a interpellé Jean-Michel Blanquer: "Vous dénoncez l'absentéisme et la violence mais ne proposez rien". "Vous êtes le ministre des grands discours, de l'impuissance politique", a-t-elle encore lancé. Visiblement en colère, le ministre a peiné à répondre tant les rangs du palais Bourbon étaient chahutés.

"Dès le début, l'institution a réagi", a rétorqué M. Blanquer. "Il n'y a eu aucun laxisme dans cette affaire", a-t-il insisté. "Dès que les faits ont été connus, les jeunes ont été déférés" et il y aura "une sanction disciplinaire qui sera vraisemblablement l'exclusion", a-t-il encore dit.

Pas moins de quatre questions étaient consacrées à cette affaire lors de la séance hebdomadaire à l'Assemblée.

Depuis dimanche, des milliers de professeurs ont réagi sur Twitter en partageant leur expérience sous le mot dièse [#pasdevague](#), avec de nombreux exemples de cas de violences étouffés selon eux par l'Éducation nationale.

"Je trouve assez paradoxal d'être accusé d'être complice de ce qui est en train de se passer alors que je n'ai cessé de dire à tous les personnels de direction que tous les faits devaient être signalés", qu'on ne devait pas avoir peur de faire des conseils de discipline", a aussi dit M. Blanquer.

ito/spe/tes
TWITTER

Afp le 23 oct. 18 à 15 54.